

16.10.2008 - 15:50 Uhr

Crise financière : mesures concernant l'UBS - Trop molles, les conditions posées sont un cadeau de plus pour les banques

Bern (ots) -

En intervenant à hauteur de 60 milliards de francs en ce qui concerne l'UBS, le Conseil fédéral et la Banque nationale engagent, par rapport au PIB, plus de moyens que les États-Unis et les pays de l'Union européenne (UE). Et cela, alors que seule une banque a besoin d'une aide. La stabilisation de l'économie rend manifestement inévitable cette intervention de l'État. Sans cette dernière, l'UBS ne parviendra pas à sortir de la crise.

Toutefois, les conditions posées par le Conseil fédéral et la Banque nationale sont totalement insuffisantes.

1. Les bonus versés aux managers sont une des principales causes de la crise. C'est aussi le cas de l'UBS, comme celle-ci l'écrivait elle-même en avril dernier. C'est pourquoi le gouvernement allemand pose pour condition à son intervention que les banques n'aient pas le droit de verser à leurs managers des salaires supérieurs à 500 000 euros, ni d'accorder de bonus. Aux États-Unis, les parties des rémunérations supérieures à 500 000 dollars seront imposées comme des bénéfices. Par contre, le Conseil fédéral ne pose aucune condition impérative. Il dit uniquement que sa participation sera assortie de conditions concernant les rémunérations des managers et les bonus et renvoie aux discussions qui ont actuellement lieu à New York. C'est de loin insuffisant. Seule une intervention forte et stricte des pouvoirs publics permettra de sortir de la crise. La Confédération doit par conséquent poser des conditions sine qua non, comme cela se fait au plan international. Les salaires des managers doivent être radicalement limités et les bonus interdits. Sinon, tout cela débouchera sur des incitations totalement déplacées. Les acteurs de ce capitalisme de casino continueront à encaisser leurs bénéfices un jour et, le jour suivant, ce sera aux services publics de nettoyage de ramasser leurs déchets.

2. Avec leur solution, le Conseil fédéral et la Banque nationale tournent clairement le dos à la participation de la population qui, finalement, devra passer à la caisse. En particulier, le transfert de 60 milliards de dollars US d'actions à problème dans une société ad hoc - financée au maximum à hauteur de 54 milliards de dollars US par la Banque nationale - échappe à tout contrôle démocratique. Si les pouvoirs publics injectent des fonds et doivent aussi supporter les risques, il faut à tout le moins que le Parlement puisse participer à la décision concernant cet ensemble de mesures, ainsi que sur les conditions posées.

Le soutien apporté à l'UBS ne résout pas les problèmes économiques auxquels la Suisse est confrontée. Pour parer au risque d'une récession, il faut stimuler le pouvoir d'achat. Des hausses importantes des salaires réels et des mesures de politique conjoncturelle en sont les conditions. L'Union syndicale suisse (USS) présentera publiquement demain un train de mesures à cet effet.

Les mesures destinées à augmenter les exigences en matière de fonds propres sont très importantes. Si les banques suisses doivent disposer à l'avenir de plus de capitaux propres, le risque d'une intervention de la communauté diminuera d'autant si les banques se perdent dans des spéculations. Effet collatéral positif : les banques ne pourront plus jamais atteindre des rendements de leurs capitaux propres aussi élevés que par le passé et mettre ainsi sous pression le reste de l'économie. Les chances sont bonnes que la Suisse en devienne plus sociale.

Contact:

Daniel Lampart (079 205 69 11), économiste en chef de l'USS, se tient à votre disposition pour de plus amples renseignements.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100571462> abgerufen werden.